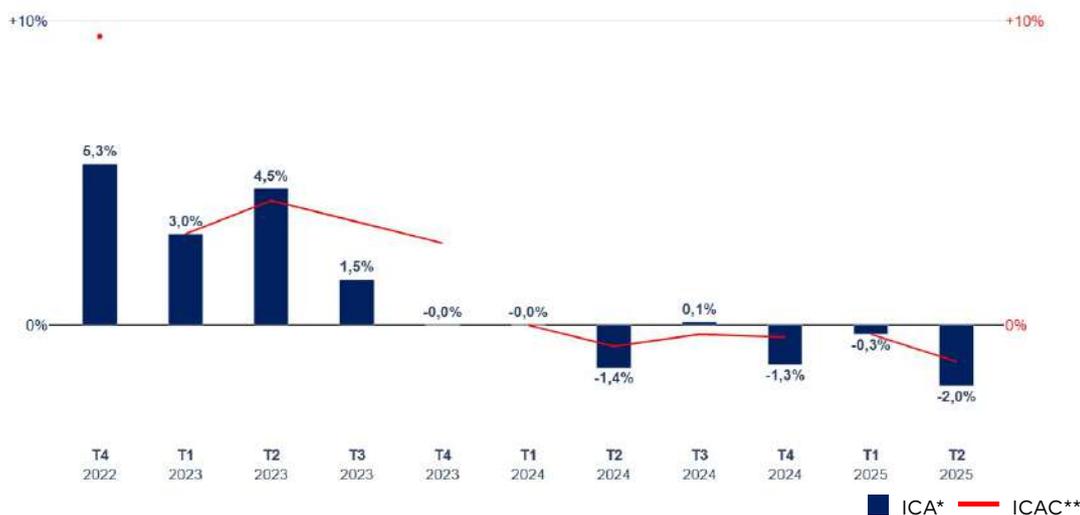


L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

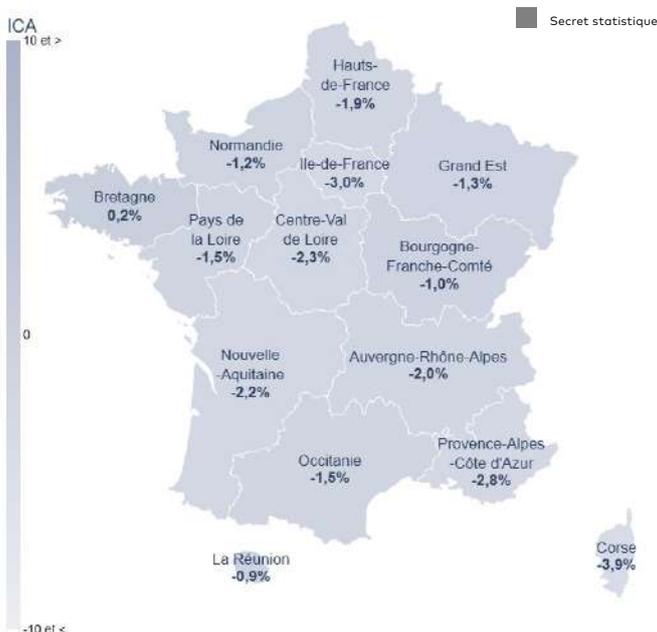
- Au 2e trimestre 2025, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 560 000 TPE-PME françaises de notre échantillon indique une diminution de CA de 2% en valeur par rapport au 2e trimestre 2024. Il s'agit du troisième trimestre consécutif de recul de l'activité pour les structures de l'échantillon. C'est également la plus forte diminution enregistrée depuis le 4e trimestre 2020, période de COVID. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) révèle, quant à lui, une baisse de CA de 1,2% depuis le début de l'année.
- Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.
- Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation qui a progressé significativement depuis la fin de l'année 2021. En effet, selon les résultats de l'INSEE, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 1% en juin 2025 sur les 12 derniers mois. Le taux d'inflation tend donc à repartir à la hausse. Cette légère augmentation s'explique par les accélérations des prix des services ainsi que par celles, dans une moindre mesure, des prix de l'alimentation.



-1,2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024

La carte de France



Classement des régions selon l'ICA

Territoire	ICA (Indice de chiffre d'affaires)
Bretagne	0,2%
La Réunion	-0,9%
Bourgogne-Franche-Comté	-1,0%
Normandie	-1,2%
Grand Est	-1,3%
Pays de la Loire	-1,5%
Occitanie	-1,5%
Hauts-de-France	-1,9%
Auvergne-Rhône-Alpes	-2,0%
Nouvelle-Aquitaine	-2,2%
Centre-Val de Loire	-2,3%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-2,8%
Ile-de-France	-3,0%
Corse	-3,9%

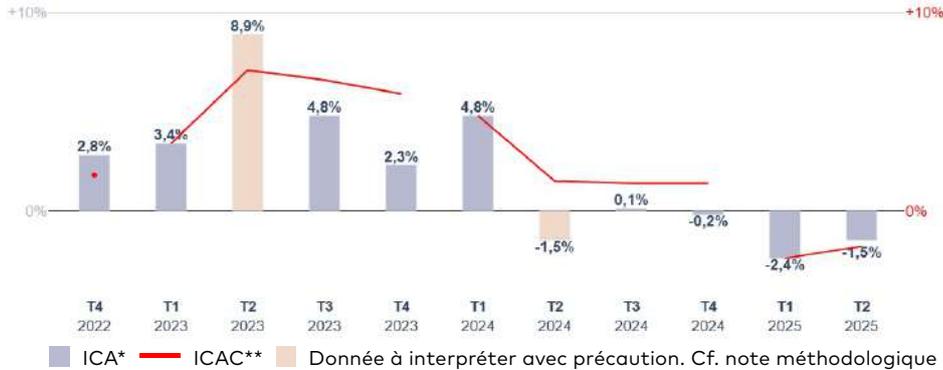
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. *** Concernant l'Outre-Mer, seuls les résultats de La Réunion sont présentés, les échantillons des autres DROM et des COM n'étant pas représentatifs.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Les TPE-PME françaises de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon enregistrent une baisse de CA de 1,5% (en valeur) au 2e trimestre 2025 comparativement au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent une diminution de 1,8%. Les boulangeries-pâtisseries font face à la multiplication des chaînes industrielles, implantées notamment près des ronds-points et des zones commerciales. Ces enseignes proposent des prix compétitifs, ce qui fragilise les boulangeries traditionnelles situées dans les centres-villes. L'enseigne Marie Blachère, par exemple, prévoit l'ouverture de 70 nouveaux points de vente cette année. Dans ce contexte, les boulangeries-pâtisseries recherchent de nouveaux relais de croissance en diversifiant leur offre avec des produits comme les salades, les sandwiches, les cafés ou les plats préparés. De plus, les boulangeries restent confrontées à la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières, ce qui les conduit à adapter leurs recettes dans l'objectif de réduire l'usage de certains ingrédients onéreux.



-1,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Construction (F)

Le CA des TPE-PME de la construction de l'échantillon poursuit sa diminution avec un recul de 4,7% en valeur au 2e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une baisse de 3,6%. Selon la note d'août 2025 de la FFB, les tendances du logement neuf demeurent contrastées en raison de la stagnation des mises en chantier tandis que les permis de construire poursuivent leur progression (+24,4%), portée par le collectif grâce au plan de relance d'Action Logement/CDC Habitat. Les ventes dans l'individuel s'envolent mais partent de leur plancher historique. En revanche, les ventes des promoteurs aux particuliers, pénalisées par la fin du dispositif Pinel, se replient. Le non résidentiel neuf peine à se redresser. De même, la baisse d'activité en entretien-amélioration touche aussi bien le logement que le non résidentiel qui conserve, toutefois, sa belle dynamique en rénovation énergétique. Parallèlement, le niveau d'embauche recule dans le secteur du bâtiment au 1er semestre 2025 selon l'U2P et la baisse devrait se poursuivre au 2e semestre.



-3,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre (43.99C)

Les difficultés persistent pour les entreprises de maçonnerie avec un repli de 4,8% en valeur lors du 2e trimestre 2025 comparativement au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, la baisse de l'activité atteint 3,7%. Selon le rapport Altares du 2e trimestre 2025, les structures du secteur affichent une baisse des défaillances de 7,2% sur un an. La Capeb confirme les difficultés dans sa note de conjoncture du 1er trimestre 2025, avec une baisse de l'activité en volume de 6,5%, soit la plus forte diminution de tous les corps de métier. Elle note également que plus d'une structure du bâtiment sur cinq déclare des besoins de financement liés à la baisse d'activité ou à l'allongement des délais de paiement clients.



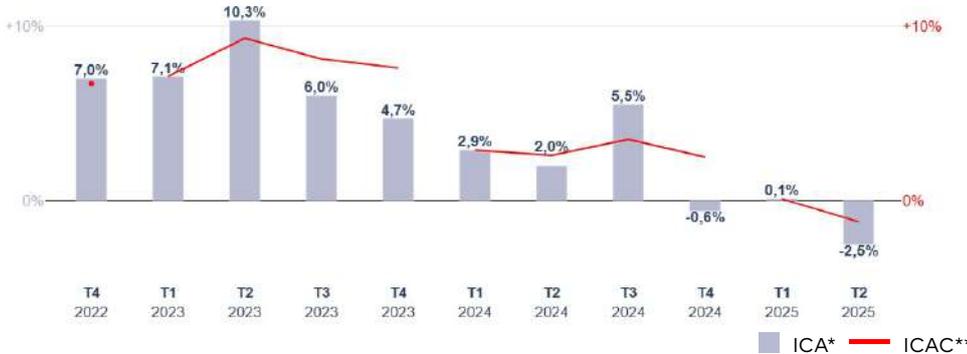
-3,7 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur CA diminuer (-2,5% en valeur par rapport au 2e trimestre 2024). En cumulé depuis le début d'année, elles affichent un recul de 1,2%. Selon le baromètre d'idGarages.com, les prix de la réparation automobile ont continué d'augmenter en 2025, +6,7% en moyenne sur un an, après +7,6% en 2024. La hausse des tarifs concerne les prestations les plus techniques pour lesquelles le coût des pièces est élevé et les temps d'intervention plus longs, comme le freinage (+11,1%) ou la courroie (+12,2%). En parallèle, face à une baisse des entrées en atelier (-8% au 1er trimestre 2025), les garages adaptent leur stratégie en réduisant les tarifs des prestations rapides afin d'attirer davantage de clients. Face à ces hausses des tarifs, de plus en plus d'automobilistes comparent les tarifs, attendent les promotions, voire se tournent vers le "do it yourself", réalisant eux-mêmes leurs réparations automobiles grâce à des tutos, afin de limiter leurs dépenses d'entretien.



-1,2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Commerce de détail de viandes et produits à base de viandes en magasin spécialisé (47.22Z)

Les commerces de détail de viandes de notre échantillon voient leur chiffre d'affaires repartir à la hausse après quatre trimestres consécutifs de baisse de CA : +1,5% en valeur au 2e trimestre 2025 en glissement annuel. En cumulé depuis le début d'année, les TPE-PME du secteur enregistrent une baisse de 0,7%. Selon FranceAgriMer, la baisse de l'offre de viande se poursuit dans un contexte sanitaire incertain limitant la production de viande; Combinée à la chute des importations (-2,5% sur le 1er trimestre 2025), cela entraîne une hausse significative des prix depuis le début de l'année 2025. En parallèle, la consommation de viande bovine recule de 3% sur le 1er trimestre 2025 selon l'institut de l'élevage. Pour autant, les ventes pourraient se redresser notamment grâce aux produits prêts à cuisiner.



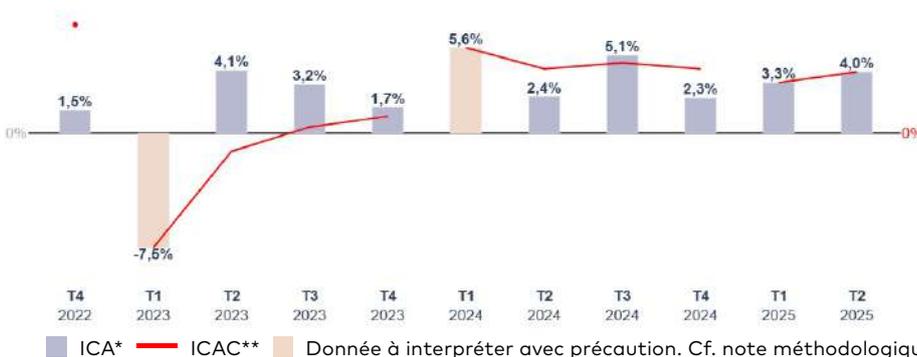
-0,7 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les pharmacies de l'échantillon affichent un nouveau trimestre de croissance : +4% en valeur lors du 2e trimestre 2025, ainsi qu'en cumulé depuis le début d'année. Selon les données du réseau d'experts-comptables CGP, les pharmacies ont enregistré une croissance de leur chiffre d'affaires comprise entre 3% et 5% au cours des cinq premiers mois de l'année 2025. Cette hausse est portée par la progression des médicaments coûteux, qui représentent désormais 42% du chiffre d'affaires des médicaments remboursables, avec une augmentation de 14% sur un an. Dans le même temps, les volumes de dispensation reculent, entraînant une baisse de 1,9% des honoraires associés. Si la marge progresse en euros, elle demeure insuffisante pour compenser l'augmentation des charges. Par ailleurs, une réforme portant sur la délivrance des médicaments génériques, visant à plafonner les remises accordées par les laboratoires aux pharmacies entre 20% et 25% (contre des niveaux pouvant atteindre jusqu'à 40% aujourd'hui), pourrait fragiliser davantage la rentabilité des officines.



+4 %

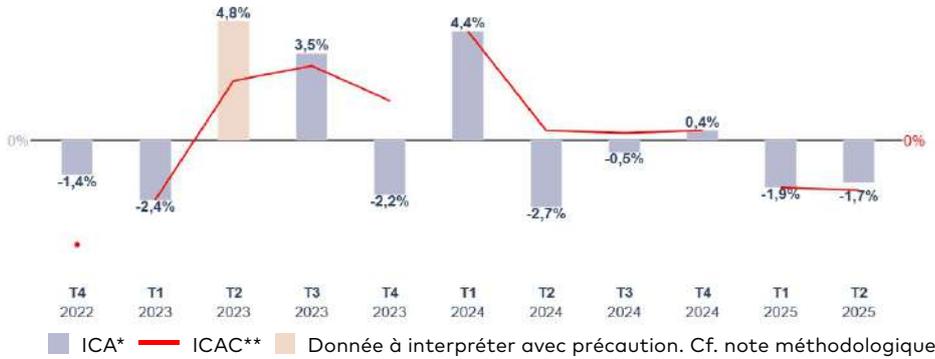
de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024

■ ICA* ■ ICAC** ■ Donnée à interpréter avec précaution. Cf. note méthodologique



Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé (47.76Z)

Le CA des commerces de détail de fleurs, plantes, graines, etc. recule de 1,7% lors du 2e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, la baisse de leur CA atteint 2%. Selon VALHOR, la consommation des ménages en végétaux a diminué de 13% en volume et de 5% en valeur sur le 1er trimestre 2025 chez les fleuristes, les jardineries et la grande distribution. En revanche, les ventes sur les marchés, chez les producteurs et en libre-service ont progressé respectivement de 20 %, 25 % et 9 %. En effet, le secteur fait face à plusieurs enjeux tels que le recul de la production locale et le durcissement des exigences des consommateurs (considérations environnementales, livraison plus rapide). Selon la fédération Jardineries et Animaleries de France, le printemps 2025, étant plus favorable, a permis un regain de dynamisme dans un contexte économique et météorologique tendu. Les animaleries, quant à elles, doivent se concentrer davantage sur des services personnalisés comme les conseils en nutrition ou les soins de bien-être pour animaux.



-2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Commerces de détail d'optique (47.78A)

Après trois trimestres consécutifs de croissance, les opticiens de notre échantillon voient leur activité stagner en valeur au 2e trimestre 2025 par rapport au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur affichent une légère hausse de CA (+0,8%). Selon Xerfi, les ventes du secteur de l'optique ont toutefois progressé de 2% en mai 2025 par rapport à mai 2024. De plus, dans un contexte inflationniste, le prix moyen de vente des verres correcteurs a affiché une légère hausse d'1€ sur un an, augmentation surtout marquée sur les produits haut de gamme. En effet, le secteur continue de profiter d'une demande soutenue pour des solutions optiques sophistiquées, portée par le vieillissement de la population et la prévalence croissante des pathologies oculaires. Cette dynamique devrait se poursuivre, avec un demande en hausse pour des verres personnalisés de haute qualité.



+0,8 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Transports routiers de fret de proximité (49.41B)

Après la hausse du précédent trimestre, les TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent un recul de CA de 1,6% en valeur au 2e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, les entreprises du secteur voient leur activité croître de 1,4%. Selon la Fédération nationale du transport routier, les chefs d'entreprise constatent une légère amélioration de leur activité lors du 2e trimestre 2025, bien qu'elle soit toujours considérée à un niveau négatif. La Fédération indique également que les effectifs de conducteurs progressent légèrement et que les difficultés de recrutement reculent. Quant aux investissements, à savoir les renouvellements des parcs, ils stagnent à un niveau bas au 2e trimestre 2025 et restent en deçà de leur niveau moyen. Toutefois, selon le cabinet Altares, les défaillances ont reculé de 3% au 2e trimestre 2025 pour les entreprises du transport routier de marchandises.



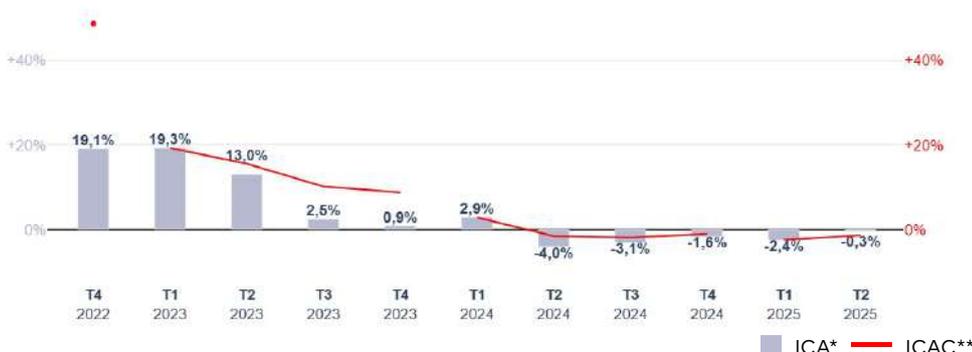
+1,4 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Hôtels et hébergements similaires (55.10Z)

Les hôtels de notre échantillon enregistrent une légère baisse de CA : -0,3% sur le 2e trimestre 2025 par rapport au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, leur CA recule de 1,3%. Toutefois, selon MKG Consulting, l'activité hôtelière repart à la hausse avec une augmentation du RevPAR (revenu par chambre) national de 13,8% en juin 2025. Cette progression est liée à la reprise de la fréquentation des établissements français (+3,5 points) et la hausse des prix (+8,7%). En effet, les segments d'entrée de gamme (super économique et économique) ont vu leur RevPAR progresser de 5,4% et 8,3% respectivement en raison de la baisse du pouvoir d'achat et les arbitrages de consommation des ménages. Sur la même période, l'hôtellerie de moyenne gamme suit cette tendance haussière avec une augmentation de 13,5%. Quant au segment haut de gamme, il a affiché les plus fortes hausses en termes de RevPAR (+20,2%), de taux d'occupation (+5,4 points par rapport à mai 2025 et +1 point par rapport à juin 2023) et de prix moyen (+12,6%).



-1,3 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon poursuivent leur recul d'activité : -5,5% au 2e trimestre 2025 en glissement annuel. En cumulé depuis le début d'année, ils affichent une baisse de CA de 5,2%. Selon la 22e revue stratégique de Food Service Vision, les restaurants traditionnels souffrent toujours d'une baisse de fréquentation et d'arbitrages de consommation dans un contexte inflationniste persistant. Le ticket moyen progresse sous l'effet de l'inflation. Selon le cabinet comptable Nord Expertise, le secteur de la restauration traditionnelle continue de faire face à plusieurs défis tels que la hausse des coûts des matières premières, les changements d'habitudes de consommation, la durabilité, la pénurie de main d'œuvre et la digitalisation qui obligent les restaurateurs traditionnels à repenser leur offre pour rester compétitifs. Selon Altares, le taux de défaillance des entreprises du secteur a augmenté de 20,6% au 2e trimestre 2025.



-5,2 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Conseil en systèmes et logiciels informatiques (62.02A)

Après la hausse du précédent trimestre, les TPE-PME de conseil en systèmes et logiciels informatiques de notre échantillon voient leur activité repartir à la baisse (-3,2% en valeur) au 2e trimestre 2025. En cumulé depuis le début d'année, elles affichent un léger recul de CA de 0,8%. Selon l'organisation professionnelle Numeum, l'année 2025 est marquée par un important ralentissement de l'activité des entreprises du numérique. Le recul de la demande dans les secteurs clients clés tels que l'industrie manufacturière, la banque ou le commerce pèse sur l'activité. De plus, l'IA ne représente pas encore le levier de croissance espéré, en raison d'un manque de compétences et de la difficulté à identifier des usages à forte valeur. Si les éditeurs de logiciels et les plateformes cloud connaissent une croissance portée par une hausse de la demande en ressources cloud, les entreprises de services numériques et de conseil en technologies voient leur activité reculer. Les effectifs avaient d'ailleurs connu une baisse en 2024, une première depuis la crise financière de 2009.



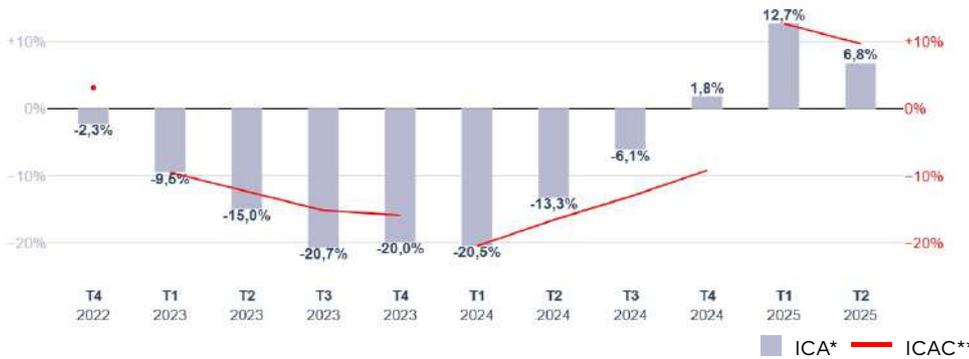
-0,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Agences immobilières (68.31Z)

Avec un effet de base nettement favorable, l'activité des agences immobilières de l'échantillon enregistre une croissance lors du 2e trimestre 2025 : +6,8% en valeur comparativement au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, la hausse est de 9,7%. D'après un article du Journal de l'Agence, la FNAIM prévoit 940 000 transactions pour l'année 2025, soit une hausse de 11% sur un an. De plus, les ventes de logements anciens repartent à la hausse (+2,5% en glissement annuel en avril 2025), après une baisse de 33% en trois ans. Du côté des prix, la baisse amorcée début 2023 ralentit nettement : -0,6% sur un an en juin 2025, contre -3,2% en juin 2024. Quant aux taux de crédit immobilier, selon meilleurtaux.com, ils restent stables en juillet pour le troisième mois consécutif, après une hausse en avril due à l'évolution des taux des OAT à 10 ans. Toutefois, le marché locatif se tend fortement, en raison d'une offre en forte diminution, notamment dans les grandes villes. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises ont reculé de 29% au 2e trimestre 2025, d'après Altareas.



+9,7 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Enseignement de la conduite (85.53Z)

Les TPE-PME françaises de l'enseignement de la conduite voient leur CA stagner sur le 2e trimestre 2025 par rapport au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début de l'année, les auto-écoles de notre échantillon affichent une hausse de CA de 2,9%. Selon l'UNIDEC et Mobilians, malgré les mesures du gouvernement facilitant l'accès au permis, le secteur fait face à de multiples enjeux comme l'insuffisance d'inspecteurs et la pénurie de places d'examens face à la croissance continue du nombre de candidats, particulièrement avec la généralisation du permis de conduire à 17 ans. Face à une concurrence de plus en plus intense, l'adaptation aux nouvelles réglementations, la transition numérique et la prise de conscience environnementale deviennent des leviers nécessaires pour la pérennité de l'activité des auto-écoles.



+2,9 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024



Coiffure (96.02A)

Les entreprises de coiffure de l'échantillon enregistrent un nouveau trimestre de baisse d'activité : -1,7% en valeur au 2e trimestre 2025 par rapport au 2e trimestre 2024. En cumulé depuis le début d'année, leur CA recule de 1,6%. Dans un contexte inflationniste, elles subissent une augmentation des charges et du coût des matières premières, tandis que la pression sur le pouvoir d'achat incite les clients à réduire la fréquence de leurs visites. De plus, la multiplication des barbershops, qui proposent des coupes pour hommes à bas prix, représente une concurrence grandissante pour les entreprises de coiffure. En parallèle, le secteur fait face à des difficultés persistantes de recrutement et de fidélisation du personnel.



-1,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 2e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 2e trimestre 2024

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 560 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est désormais affiché dans les cartes et graphiques en pourcentage.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en pourcentage dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur <https://www.experts-comptables.fr/> et <https://bibliothique.com/bibliordre>; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :

